



BRÉSIL

Et le désert fut irrigué grâce au soleil...

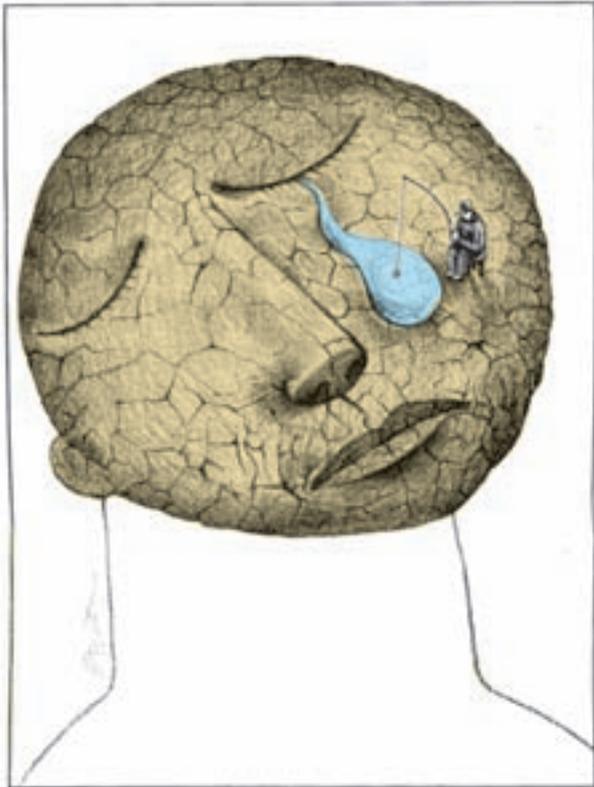
Dans une des régions les plus arides du pays, un agronome a réussi à relancer l'agriculture grâce à l'énergie solaire.

NEWSWEEK
New York

Il n'est pas utile de chercher Baixas dans un guide touristique. Ici, on ne trouve ni monuments historiques ni hôtels, seulement un chemin de terre menant à un groupe de cabanes en torchis. Baixas représente la partie la plus pauvre de São José da Tapera, dans le Nordeste brésilien. Le salaire mensuel moyen y est de 24 dollars [16,60 euros], la moitié de la population est illettrée et l'indice de développement humain, digne de celui des régions les plus misérables d'Afrique. Aussi, lorsque José Roberto Fonseca, ingénieur, écologiste et bricoleur inventeur a assuré aux paysans de Baixas qu'ils pouvaient utiliser l'énergie solaire pour échapper à la pauvreté, la plupart ont pensé qu'il était fou. Dans le sertão, ou semi-désert, le soleil représente la plupart du temps une calamité, desséchant les plantes et brûlant la terre arable. Dans ce paysage, seules les églises et les tombes semblent prospérer. Mais là où d'autres ne voient que désolation, Fonseca a vu une opportunité. "Les habitants pauvres du sertão cultivent les haricots, le manioc et le maïs selon des méthodes restées inchangées depuis la découverte du Brésil, et la pauvreté n'a jamais été aussi grande", explique-t-il, montrant d'un geste l'étendue monotone de broussailles dénudées et de cactus. "Il était temps qu'ils essaient autre chose."

Non loin de là, l'agriculture intensive produit raisins, mangues et melons destinés à l'exportation, en pompant l'eau du fleuve géant São Francisco. Les systèmes d'irrigation élaborés sont évidemment réservés aux grands propriétaires, et non aux paysans. Mais Fonseca est convaincu qu'avec une petite mise de fonds, des techniques simples et des cultures adaptées les petits cultivateurs seraient également en mesure de transformer en jardin ce semi-désert où survivent quelque 30 millions de Brésiliens, parmi les plus pauvres du pays. L'ingénieur – qui dirige Eco-Engenho, une petite entreprise spécialisée dans les énergies renouvelables – a décroché son téléphone et, en quelques mois, il a obtenu, entre autres, le soutien de la faculté des sciences économiques de l'université locale et celui d'organismes d'aide internationale.

Aujourd'hui, les terres arides de Baixas se colorent des teintes éclatantes rouges, orange et jaunes des piments que les femmes trient soigneusement, hachent et mettent en bouteilles avec du vinaigre, pour en faire de la vinaigrette gastronomique qui sera distribuée dans le commerce. Dans les maisons, de l'eau potable coule des robinets et les ampoules nues brillent aux dizaines de fenêtres de Baixas, défiant la longue nuit du sertão. "Tout a changé", se félicite Josefa Silva, mère de huit enfants, qui, avant l'arrivée du



▲ Dessin d'Ajubel paru dans El País, Madrid.

piment, tressait les feuilles de palmier pour en faire des balais, qu'elle vendait 12 cents [8 centimes d'euro] pièce. "Nous avons même la télévision."

Le secret de la réussite de Baixas réside paradoxalement dans l'eau. "Le problème du sertão ne tient pas au manque d'eau, mais à l'incapacité à la gérer", rappelle José Roberto Fonseca. Pour y remédier, il a proposé la culture hydro-

ponique – qui consiste en des jardins suspendus où les plantes poussent non pas dans la terre, mais dans de l'eau enrichie d'éléments nutritifs. Nichés dans des pots fabriqués à partir de bouteilles de Coca-Cola en plastique, les plants de piments rampent sur des treillages parcourus d'un réseau de tubes d'irrigation extrêmement fins. Au début, l'équipe de Fonseca puisait l'eau et la filtrait grâce à un système de dessalement fonctionnant à l'énergie solaire (jadis, une mer recouvrait le sertão). Aujourd'hui, la communauté prélève l'eau d'une source naturelle sur une butte non loin de là, en la laissant descendre sous l'effet de la gravité vers les jardins situés en contrebas. Là, un champ de panneaux photovoltaïques fait tourner les pompes qui diffusent l'eau dans les cultures de piments, l'amènent dans des citernes enterrées, puis la ramènent dans les réservoirs. Ce système de recyclage sans faille prévient l'évaporation et réduit au minimum le gaspillage.

Ce qui est remarquable dans le projet de José Roberto Fonseca, c'est qu'il ne s'agit pas de gadgets mais d'inventeurs, d'entrepreneurs et de personnes habituées à résoudre les problèmes, qu'il a réunis pour transformer la bonne volonté en activité qui rapporte. Un agronome et un ingénieur ont conçu les jardins hydroponiques, tandis qu'un nutritionniste a appris aux villageois tous les secrets de la fabrication des condiments. Un économiste a mis sur pied une entreprise et un plan commercial. Quant à Fon-

seca, il a entrepris de créer une chaîne de distribution avec les fonds initialement apportés par des donateurs internationaux. "On voit souvent des projets de développement qui ne traitent que certains maillons de la chaîne de production", commente John Ryan, chef de l'Institute for Environmental Development, un organisme américain qui finance des projets de développement en milieu rural en Inde, en Chine et en Amérique latine. "La différence est que José Roberto Fonseca a une vue globale du processus. Il s'est engagé à fond dans le projet", ajoute-t-il. Et les efforts commencent à payer. Onze entreprises familiales de Baixas tirent une bonne part de leurs revenus du piment. Elles comptent parmi leurs clients un luxueux hôtel en bord de mer, un restaurant gastronomique et un grand distributeur alimentaire au Brésil. D'ores et déjà, les ventes couvrent les frais d'exploitation, et, en 2008, prédit Fonseca, les paysans de Baixas feront des bénéfices. Eco-Engenho reçoit des appels d'ONG étrangères qui cherchent à reproduire son système. Et l'ingénieur de rêver à d'autres produits haut de gamme susceptibles de faire l'objet d'une culture hydroponique, comme les câpres, les asperges et les aliments biologiques. "Les pauvres ne s'enrichissent pas en vendant uniquement aux pauvres, estime-t-il. Il faut qu'ils conquièrent une riche clientèle." Un principe qui rapprocherait un peu le monde des riches et les minuscules hameaux comme Baixas.

Mac Margolis

MEXIQUE

Ne tirez pas sur les musiciens !

Les interprètes de la chanson *grupera*, un style très populaire dans le nord du pays, sont victimes de la guerre sanglante entre les cartels. Début décembre, trois d'entre eux ont été assassinés coup sur coup.

LA VANGUARDIA (extraits)
Barcelone

C'est entièrement ligoté, un sac de nylon sur la tête, qu'on a retrouvé le 6 décembre le corps sans vie de José Luis Aquino Lavariega. Le chanteur du groupe Los Condes avait 33 ans. Il s'agissait du troisième assassinat, à très peu de temps d'intervalle, d'un *grupero*. La chanson *grupera* est l'un des genres les plus populaires du pays – en particulier dans le nord du pays, d'où sont originaires la plupart des trafiquants de drogue, et parmi les émigrés installés aux Etats-Unis. Elle se caractérise par les *narcocorridos* [chansons parlant du trafic de drogue].

Le plus souvent, les *gruperos* portent un chapeau de cow-boy, un costume à franges, une ceinture à grande boucle et des santiags, et beaucoup d'entre eux arborent une moustache. Ils comptent beaucoup de fans dans les rangs des organisations criminelles. Leurs

chansons reflètent la réalité de la violence et du narcotrafic au Mexique, comme dans les tubes *Jefe de jefes* [Chef de chefs], des *Tigres del Norte*, et *El Papá de los pollitos* [Le papa des poussins], des *Tucanes de Tijuana*, un groupe qui utilise des images de fusils d'assaut pour faire la promotion de ses chansons. Ils racontent la vie des chefs mafieux et exaltent parfois le courage de ces derniers. Ce qui n'empêche pas ces groupes de nier toute relation avec les mafieux. "Nous racontons seulement des histoires vraies", assurent-ils. Le phénomène de la musique *grupera* est loin d'être un engouement marginal, et rares sont les groupes qui vendent autant de disques et attirent autant de public qu'eux.

Le 2 décembre, Sergio Gómez, chanteur et leader du groupe K-Paz de la Sierra, était enlevé, torturé, puis étranglé. La veille, des tueurs s'étaient introduits dans l'hôpital où la chanteuse Zayda Peña venait d'être opérée, victime d'une première tentative de meurtre, et l'avaient abattue de deux balles au visage.

Le groupe de Sergio Gómez était composé de musiciens de l'Etat de Durango émigrés à Chicago : ils avaient de nombreux fans de part et d'autre de la frontière. Leur style était le *duranguense*, une musique très dansante, avec une forte présence des percussions et des synthétiseurs.

Après les assassinats de Sergio Gómez et de Zayda Peña, les *gruperos* ont demandé à être mieux protégés. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Morelia, capitale du Michoacán, pour accompagner le passage du cercueil de Gómez, natif de cet Etat. Puis des milliers d'autres ont assisté à la messe célébrée en son honneur dans la cathédrale de Mexico. Désormais, beaucoup de *gruperos* ont peur de sortir dans la rue. D'autres ont suspendu leurs concerts. Chanteurs et compositeurs craignent d'être mêlés aux interminables guerres de la drogue. "Nous sommes consternés, nous ne savons pas qui sera la prochaine victime", commente un membre des Tucanes de Tijuana. Joaquim Ibarz



◀ Dessin de Krauze paru dans The Guardian, Londres.

TRAVAILLER MOINS POUR VIVRE MIEUX

■ Nicolas Sarkozy ne cesse de le répéter : “Les Français veulent travailler plus pour gagner plus.” Le président se trompe peut-être d’époque. Ailleurs, en Suède, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni, nombreux sont ceux qui ont pris un chemin tout autre. ■ En réduisant leur temps de travail, en tournant le dos à l’hyperconsommation, en choisissant le partage et l’entraide, en protégeant l’environnement. ■ On les appelle les adeptes de la simplicité volontaire. Et 2008, avec ou sans récession, pourrait voir leurs idées se diffuser.

Vive la décroissance !

Refus de l’hyperconsommation, mode de vie moins polluant... En Australie et en Nouvelle-Zélande, ces idées font école, notamment chez les jeunes.

THE NEW ZEALAND HERALD (extraits)
Auckland

Les adeptes de la décroissance (*downshifters* ou *downsizers*) [décélérateurs ou encore ralentisseurs] vivent dans les grandes villes comme dans les petites, mais aussi à la campagne. Ils traversent les générations et les professions, mais la plupart appartiennent aux classes moyennes ou supérieures. Ils parlent de liberté, de redécouverte des plaisirs simples, de bien-être, d’harmonie. Ils savent que moins peut être plus. Peut-être certains sont-ils vos voisins. D’ailleurs, avec la hausse des prix de l’alimentation, le poids de l’énergie dans les budgets et le spectre toujours présent d’un effondrement du marché de l’immobilier, tout le monde pourrait bientôt avoir à s’efforcer de vivre mieux avec moins.

Dans le livre *Affluenza* [terme désignant le “complexe d’opulence”], Clive Hamilton, directeur de l’Australia Institute, un groupe de réflexion plutôt de gauche, définit ainsi les adeptes de la décroissance : ce sont “des individus qui procèdent à un changement volontaire et à long terme de leur mode de vie, passant par des revenus sensiblement moins élevés et par une baisse de leur consommation”, et qui aspirent à mener une vie plus épanouissante, ayant plus de sens. Libérés du joug de la routine capitaliste, ils travaillent moins et dépensent moins, et le font de façon plus constructive.

L’ouvrage *Affluenza* est une dissection accablante de la perversion des valeurs de

■ En images

- Sur le thème de la souffrance au travail, voir le documentaire de Jean-Michel Carré *J’ai très mal au travail* (sorti en salles le 31 octobre 2007).

- Pour une critique du travail, voir la trilogie de Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe *Qui dit mieux ?* (sorti en salles en décembre 2007), *Volem rien foutre al país* et *Attention Danger travail* (www.rienfoutre.org).

l’hyperconsommation. Les adeptes de la simplicité volontaire, assurent les auteurs, forment une force sociale puissante mais très méconnue, en butte à la culture de la consommation frénétique. Selon une étude de 2002 citée dans l’ouvrage, 23 % des adultes australiens ont “décélééré” d’une façon ou d’une autre au cours des dix années précédentes. Et Clive Hamilton estime que ce chiffre est en progression.

Souvent, le choix de lever le pied part de considérations pratiques, mais le réexamen critique qu’il entraîne conduit aussi à une prise de conscience écologique. Ce fut le cas pour Bevan Woodward et son épouse, Gera. Quand ils se sont rencontrés, ils étaient tous deux en train de revoir leur façon de vivre pour être en phase avec leurs nouvelles valeurs. Bevan a quitté son emploi de directeur commercial il y a dix ans après s’être rendu compte qu’il était profondément malheureux et qu’une Harley Davidson ou une énième chemise à 300 dollars n’y changerait rien. Gera, qui gagnait autrefois jusqu’à 100 000 dollars par an dans le marketing, a vu ses valeurs changer après la naissance de son fils Jerome. Elle travaille aujourd’hui pour Plunket, une société néo-zélandaise de soins de santé pour les enfants. Bevan, de son côté, est devenu fou de vélo. Il dirige désormais un groupe de défense des intérêts des cyclistes et mène des actions de sensibilisation pour des organismes écologistes et sociaux, pour un salaire bien loin de ce qu’il gagnait auparavant. Le couple projette par ailleurs de s’installer dans un écovillage.

Le bien-être, que ce soit au sens moral ou en tant que plaisir, voilà ce qui a conduit Niki Harre et son mari, Keith Thomas, à la décroissance dans leur vie de famille. Keith, qui travaillait comme artiste, s’est lancé dans la plan-



tation et l’entretien de potagers et de vergers dans la région d’Auckland. Niki, qui est la sœur de la femme politique aujourd’hui retirée Leila Harre, est psychologue à l’université d’Auckland. Tous deux tiennent compte des répercussions sociales et écologiques de tout ce qu’ils consomment, et cela se traduit par une décroissance progressive. “Il suffit de lire un article sur les méfaits des verres en plastique et vous ne pouvez plus vous en servir, explique Keith Thomas. Cela finit par faire partie de ce que vous êtes.” Niki précise : “Bien sûr, on fait des entorses, mais on les regrette. Cela nous est désagréable.”

LEUR BUT ? REDONNER UN SENS AU “VIVRE ENSEMBLE”

Avoir un comportement respectueux de l’environnement n’est ni difficile ni pénible, assurent-ils. “A certains égards, c’est plus compliqué du point de vue pratique, il faut évaluer tout ce qu’on fait, reconnaît Niki Harre. Mais ce mode de vie a ceci de beaucoup plus simple que vous vous appuyez sur un cadre solide pour déterminer tout ce que vous faites. Cela clarifie tout.”

En 1981, Duane Elgin créa l’expression “simplicité volontaire” pour définir la démarche des individus voulant vivre mieux avec moins, consommer de façon responsable et faire l’examen de leur vie pour déterminer ce qui est important et ce qui ne l’est pas. Loin d’être un renoncement au matérialisme, une vision romantique de la pauvreté ou même une privation auto-infligée, la philosophie de la simplicité volontaire consiste à vivre selon ses moyens et ses valeurs. Et cette volonté de simplicité, assurent ses partisans, commence à se manifester dans la culture populaire : en témoignant la mode architecturale des lignes modernes claires ou ces “consultants” que l’on



Thomas Meyer/Ostieuz

paie pour venir désencombrer sa maison. On note également que les jeunes gens d'une vingtaine d'années appliquent la simplicité volontaire avant même d'être entrés en surchauffe. Michelle Boag, qui dirige PR People, une agence qui recrute des chargés de relations publiques, est étonnée par le nombre de personnes ayant la vingtaine ou la trentaine qui refusent de trimer pour monter dans la hiérarchie, cherchant plutôt un bon salaire pour 30 heures de travail hebdomadaire.

Niki Harre et Keith Thomas ont intensifié progressivement leurs pratiques écologiques : consommation d'œufs de poules élevées en plein air, passage de deux voitures à une seule, vélo pour aller au travail, résistance à la tentation de tout faire rénover.

Derrière la maison, le potager de Keith est verdoyant. "On a l'air plutôt barrés, mais en fait on est tout à fait normaux", plaisante Niki. Les deux plus jeunes enfants de Niki et de Keith vont à l'école à vélo ; tous deux ont été renversés par des voitures sortant d'une allée, mais ils s'en sont sortis avec quelques égratignures. La plupart du temps, Niki parcourt elle aussi à bicyclette les 6 kilomètres qui la séparent de son lieu de travail, en ville. La famille est membre du SALT, sigle de Slower And Less Traffic [Une circulation plus lente et moins dense], une association de quartier qui compte plus de 200 membres. Leur but ? Redonner un sens au "vivre ensemble" tout en améliorant la sécurité dans la rue. Niki Harre et Keith Thomas se refusent par ailleurs à conduire leurs enfants à l'autre bout de la région pour leurs activités extrascolaires, comme ce voisin qui a fait 55 kilomètres en voiture pour emmener son fils de 11 ans à son match de foot.

Nicola Shephard

▲ *Un temple de la consommation forcée : un supermarché Coop à Milan.*

► *Dessin de Forges paru dans El País, Madrid.*

La frugalité, salut de notre âme

Fondé sur la consommation à outrance et sur l'insécurité, notre système économique détruit l'environnement. Et nous éloigne de nos vrais besoins.

En 2006, chaque citoyen britannique a produit 9,6 tonnes de CO₂, un chiffre qui devra être ramené à moins de 3 tonnes d'ici à 2050. C'est le minimum non négociable sur lequel s'accordent la plupart des économistes et des spécialistes de l'environnement. Ce qui fait débat est de savoir si cela signifie qu'il faudra consommer moins ou simplement consommer différemment ? En d'autres termes, devons-nous renoncer à notre confort au nom du développement durable ou bien pourra-t-on continuer à vivre de la même façon grâce à la magie de la technologie ?

La politique environnementale du gouvernement repose exclusivement sur le développement de technologies propres. Pourtant, ces dernières années, les progrès en matière d'efficacité énergétique n'ont fait qu'accroître les aspirations des consommateurs. L'innovation fait certes partie de la solution, mais elle n'est pas suffisante. On a raison de parler de "magie" de la technologie : le gouvernement se fonde sur une croyance irrationnelle.

Notre système politique repose sur la croissance économique telle qu'elle est mesurée par le produit intérieur brut, qui ne dépend que de l'augmentation des dépenses de consommation. La croissance économique est nécessaire pour payer le service de la dette, ainsi que l'Etat-providence. Si les gens arrêtaient de consommer, l'économie finirait par s'effondrer. La publicité et le marketing, deux secteurs prépondérants de notre économie, ont pour unique objectif de veiller à ce que nous conti-

nuions à consommer et que nos enfants suivent notre exemple. Ce système économique, avec son coût exorbitant pour l'environnement, est pourtant profondément malade. Le graphique du psychologue américain Tim Kasser en

est la meilleure illustration. La courbe représentant le revenu par habitant est en constante augmentation sur les quarante dernières années ; tandis que celle illustrant le nombre de personnes se disant "très heureuses" reste stable sur toute la période. L'écart entre les deux courbes ne cesse de s'agrandir.

Le graphique de Kasser est à la fois source d'espoir et d'inquiétude. La bonne nouvelle est qu'un faible niveau de consommation n'est pas forcément synonyme de malheur. Mais, d'un autre côté, il est particulièrement inquiétant de voir que nous continuons à consommer alors que cela ne nous rend pas plus heureux. Selon Kasser, notre hyperconsommation est une réponse à l'insécurité, c'est un mécanisme d'adaptation destructeur. Au cours des dernières décennies,

les sources d'insécurité se sont multipliées. Outre les classiques manipulations des publicitaires, les économies de marché hautement compétitives génèrent de nouvelles sources d'anxiété allant des questions identitaires (Quelle est ma place dans cette société ?) aux interrogations fondamentales (Qui prendra soin de moi quand je serai vieux ?). Le lien entre matérialisme et insécurité permet d'expliquer pourquoi des pays aussi différents que les Etats-Unis et la Chine présentent un tel niveau de matérialisme. L'insécurité y est endémique.

Le génie de ce système fondé sur l'insécurité est qu'il est autoalimenté. Plus on ressent de l'insécurité, plus on est matérialiste ; et plus on est matérialiste, plus on ressent de l'insécurité. Kasser a démontré que les valeurs matérialistes (en augmentation chez les adolescents des deux côtés de l'Atlantique) engendrent de l'anxiété, nous rendent plus sujets à la dépression et moins coopératifs. Des études ont montré que les gens savent parfaitement quelles sont leurs véritables sources d'épanouissement durable – construire des relations solides, s'accepter tel qu'on est, appartenir à une communauté –, mais une redoutable alliance d'intérêts politiques et économiques s'efforce de les en détourner dans le seul but de les faire travailler plus et dépenser plus.

Changer cet ordre des choses ne sera pas une mince affaire, et la transition vers une économie de faible consommation devra se faire en douceur. Le problème est que ce bouleversement pourrait avoir des effets pervers – c'est la crainte de Kasser. Une réduction de la consommation pourrait se traduire par une instabilité économique et une insécurité

accrues. Sans compter que le réchauffement climatique est lui aussi source d'anxiété. Le risque

est de renforcer notre fièvre d'hyperconsommation. Un scénario plus optimiste n'est pas exclu pour autant. Nos sociétés pourraient adopter un mode de consommation modéré, orienté vers la satisfaction des véritables besoins humains. La plupart d'entre nous reconnaissent confusément que

d'énormes changements de mode de vie s'imposent, mais nous attendons que quelqu'un d'autre fasse le premier pas.

Dans son ouvrage intitulé *Ecological Debt* [publié en juin 2005], Andrew Simms a démontré le rôle crucial du gouvernement. Au début des années 1940, le gouvernement britannique est parvenu à réduire considérablement la consommation du pays, non pas en comptant sur la bonne volonté de ses habitants mais en orchestrant une vaste campagne de propagande combinée à un système de rationnement et de taxation des produits de luxe. Voilà exactement ce que nous devons faire au XXI^e siècle, ce qu'aucun grand parti politique n'ose encore reconnaître.

Madeleine Bunting, The Guardian (extraits), Londres



La simplicité volontaire, mode d'emploi

Consommer moins pour travailler moins et vivre mieux. Le Suédois Jörgen Larsson s'est inspiré pour cela du mouvement né aux États-Unis.

SVENSKA DAGBLADET (extraits)
Stockholm

Notre rythme de vie s'emballa. Il faut travailler plus pour pouvoir consommer toujours plus. Mais certains sont las du stress quotidien et de cette fièvre acheteuse. Ils ont décidé d'agir. Aux États-Unis, on les appelle les "adeptes de la décroissance" [downshifTERS]. Des individus qui ont choisi de marquer une pause dans la course folle qu'était devenue leur vie et qui sont prêts à échanger l'argent contre le temps.

En Suède, Jörgen Larsson, chercheur et père de deux enfants, fait partie des gens qui ont embrassé cette conception de la vie. C'est à la fin des années 1990 qu'il entend parler du concept de "downshifting", également appelé "simplicité volontaire". A première vue, sa vie est sans nuages. Il est marié, possède une belle maison et travaille dans une société de conseil qui développe et applique des stratégies environnementales pour les entreprises. "C'était un métier utile et motivant. Mais j'en avais assez, la cadence de travail était trop soutenue, les journées trop longues. Ce n'était pas ainsi que je voulais vivre ma vie. L'idée de troquer de l'argent contre du temps m'a séduit."

Il ne s'agit pas de dire adieu au monde du travail, mais plutôt de commencer par faire des semaines de trente heures au lieu de quarante. La perte de revenus est compensée par une vie plus modeste et un mode de consommation revu à la baisse – une autre idée-force du mouvement. Acheter une grande maison avec quelques amis. Faire du covoiturage. Pour fêter un événement, organiser un repas où chacun apporte un plat, au lieu d'aller au restaurant. Telles sont les recommandations des tenants de la simplicité volontaire.

Le fait que le mouvement encourage un mode de vie plus respectueux de l'environnement a également plu à Jörgen Larsson. Celui-ci prend toutefois soin de souligner qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle variante de la vague écologique qui prône le retour à la terre et l'autosuffisance. Au contraire. Les adeptes du mouvement voient toute une série d'avantages à la vie en ville : on ne perd pas son temps dans les transports, on prend moins sa voiture et on s'épargne le chauffage d'une grande maison à la campagne, souvent onéreux et très consommateur d'énergie.

Pour un grand nombre de personnes, l'argumentaire a de quoi séduire : plus de temps et une meilleure conscience. Reste que le passage à l'acte est une autre paire de manches. Mais, après avoir suivi un cycle de cours sur la simplicité volontaire, Jörgen Larsson était prêt à se lancer sérieusement dans l'aventure. "Mon équipe m'a



Thomas Meyer/Ostkreuz

donné deux ans pour essayer de réduire mon temps de travail de cinquante à trente heures par semaine. Ce n'est que lorsque j'ai su résister à l'envie de participer à tous les groupes de travail et de mettre mon grain de sel partout que j'y suis arrivé."

Aux États-Unis, beaucoup d'adeptes de la simplicité volontaire ont constaté que leur entourage manifestait de l'indifférence ou du scepticisme à l'égard de leur nouveau mode de vie. L'un d'eux a même dû feindre d'avoir un second travail pour échapper aux questions de ceux qui s'étonnaient de le voir rentrer chez lui si tôt. "Les autres associés de la boîte ont trouvé cela un peu pénible, j'endossais moins de responsabilités et je ne prenais plus part aux réunions du comité directeur. Ils ont fini par l'accepter lorsqu'ils ont compris que c'était cela ou ma démission. Mais il faut dire qu'en tant qu'associé j'avais un poste très privilégié", explique Jörgen Larsson.

Plusieurs années se sont écoulées depuis. Il consacre aujourd'hui ses après-midi et ses soirées à s'occuper de ses enfants, à avoir de longues discussions avec son épouse ou à voir des amis. Le week-end, il fait de la voile ou bricole. "Je suis conscient que tout ça semble rose et idyllique, mais ce sont les choses auxquelles j'aime vraiment consacrer mon temps."

Pour autant, Jörgen ne cache pas que lui et les autres adeptes de la simplicité volontaire en paient le prix. Réduire son temps de travail est coûteux. Tant sur le plan financier que sur le plan professionnel. "Pour les employeurs, il est plus intéressant de miser sur des gens qui ont le travail pour seul objectif. Et cela me

paraît normal. En revanche, il est faux de dire qu'une personne qui travaille moins de quarante heures est moins impliquée dans son travail. Au contraire, ces gens-là sont souvent plus efficaces, car ils sont reposés en arrivant."

Jörgen ne ressent pas l'absence de perspectives professionnelles comme un sacrifice. Ses ambitions sont ailleurs, explique-t-il. Il s'agit plutôt d'avoir une influence sur le monde. D'ailleurs, il a entamé une nouvelle carrière. Après avoir travaillé quelques années comme consultant à temps partiel, Jörgen a demandé son congé pour commencer un travail de recherche à la faculté de sociologie de l'université de Göteborg [deuxième ville de Suède, située dans le sud-ouest du pays]. D'ici deux ou trois ans, il devrait avoir terminé sa thèse de doctorat, consacrée au stress dans les familles.

Le plus dur a été la perte de revenus. Certes, Jörgen et sa famille vivent modestement, sur l'île de Brännö, dans l'archipel de Göteborg. Mais son épouse et lui ont fait le choix d'élever leurs deux enfants à la maison le plus longtemps possible. Pendant deux ans, ils ont eu droit à l'allocation parentale, mais, avec un seul salaire, se serrer la ceinture ne suffisait plus, et ils ont dû prendre un petit crédit pour tenir trois années supplémentaires. "Bien sûr, ce n'est pas très agréable de devoir emprunter pour les dépenses courantes. Ce n'est pas à cela que servent les crédits, d'habitude. En même temps, cela ne nous pose pas vraiment de problème. Quand nous aurons tous les deux repris le travail, nous n'aurons aucun mal à rembourser les intérêts", commente Jörgen Larsson.

"Ici, en Suède, on trouve de petits îlots d'adeptes de la décroissance. Mais cela dépend bien sûr de la définition qu'on en donne. Dans un sens, on pourrait dire que toute la Suède est dans la décroissance. Nous bénéficions d'un système de congé parental développé, du droit inscrit dans la loi de réduire son temps de travail quand les enfants sont petits et de la possibilité de prendre une année sabbatique*."

Anna Lagerblad

* Peu après la parution de cet article, en octobre 2006, le congé d'année sabbatique, conçu pour réduire le chômage de longue durée, a été supprimé par l'alliance de droite arrivée au pouvoir.

◀ Dessin de Krauze paru dans The Guardian, Londres.

Polémique en Suède

Deux semaines avant Noël, le patronat suédois a lancé une campagne de publicité par pages entières dans les grands journaux pour convaincre les Suédois des bienfaits du commerce et répondre à ceux qui critiquent de plus en plus la consommation. Présentée sous forme de contes de fées, la campagne met notamment en scène une ménagère boycottant les courses de Noël, ce qui a pour conséquence de faire perdre son emploi à un ouvrier pauvre à l'autre bout du monde. D'autres contes critiquent le droit du travail. La réaction a été massive dans la presse. Une chronique du quotidien *Dagens Nyheter* a rappelé sur un ton moqueur les effets négatifs de l'hyperconsommation sur l'environnement et sur les pays en développement. Et un éditorial du quotidien *Expressen* demandait comment le shopping pourrait nous rendre vraiment heureux, soulignant qu'il est trop tard pour couvrir le Sahara de panneaux solaires et qu'il faut d'urgence économiser et consommer moins. Et Tove Lifvendahl, responsable de la campagne, de répondre dans le *Dagens Nyheter* que c'est par notre consommation que les entreprises auront précisément les moyens de développer les techniques pour sauver l'environnement.

Travailler le week-end ? Danger !

La pression monte en Allemagne pour favoriser la flexibilité du travail. Pourtant, nombre de salariés voudraient retrouver leurs dimanches.

DIE ZEIT (extraits)
Hambourg

Dans un petit centre nautique situé près de ma ville natale s'est ouvert, il y a quelques mois, un immense supermarché tout neuf qui, selon les dérogations prévues pour les lieux de vacances par la loi sur les heures d'ouverture des magasins du Schleswig-Holstein [Land du Nord situé entre la mer du Nord et la Baltique], est autorisé à ouvrir le dimanche. Comme je me suis toujours parfaitement débrouillée sans faire de courses le dimanche, j'ai jeté un coup d'œil sur cette grande surface par pure curiosité. Mais, un jour, je me suis retrouvée à court de pain de mie et de lait. Je suis donc allée faire mes achats, toute contente. L'expérience avait quelque chose d'inhabituel, un côté vacances. Les vendeuses étaient soit sincèrement joyeuses, soit obligées de le paraître, au moins au début... et à la station-service il n'y avait que du lait écrémé et pas le pain de mie que je cherchais.

Mais avec cette petite expédition, je venais de mettre le doigt dans l'engrenage. Quand on sait qu'on peut tout trouver le dimanche, on ne peut plus s'en passer. Personne ne le peut et c'est pourquoi le nouveau supermarché est désormais plus bondé le dimanche que le samedi. Les gens de toute la région viennent y faire leurs courses pour la semaine et les caissières ont désormais l'air de personnes qui travaillent le week-end un peu plus souvent qu'elles ne le souhaiteraient. Un gain de liberté ? Peut-être... Pour certains. Mais il a assurément un prix.

Le débat sur l'ouverture des magasins le dimanche, ainsi que toute la question des horaires d'ouverture des magasins en Allemagne, constitue un exemple particulièrement frappant de la façon dont la structure du temps de notre société se modifie. Nous sommes désormais prêts vingt-quatre heures sur vingt-quatre à consommer, à utiliser des services, à demander toutes sortes de divertissements ou d'informations, et nous revendiquons ce droit. Les choses sont différentes quand c'est nous qui devons travailler à des heures dérangeantes.

C'est pourtant ce que doivent faire plus de la moitié des quelque 40 millions d'actifs de la République fédérale. Selon une étude de l'Institut d'économie et de sociologie de la Fondation Hans Böckler (WSI), 51 % des gens travaillent aujourd'hui en soirée, de nuit ou le week-end (contre 38 % en 1994). Et 28 % des actifs – soit 10,5 millions de personnes – vont "régulièrement" ou "parfois" au travail le dimanche. A titre de comparaison, 1,3 million de fidèles se rendent au culte protestant ce jour-là. Les Eglises ont intenté un recours en anti-constitutionnalité contre la réglementation particulièrement libérale de la ville de Berlin en matière d'horaires d'ouverture des magasins. Le samedi chômé (que les syndicats défendent avec nettement moins d'acharnement que



Thomas Meyer/Ostkreuz

l'Eglise ne défend le dimanche) subit une pression encore plus forte et est bien parti pour redevenir un jour de travail normal – il n'est pas protégé par la Loi fondamentale [Constitution allemande] comme le dimanche.

Les partisans de la flexibilisation des horaires de travail, et en particulier des heures d'ouverture des magasins, invoquent depuis des années la volonté des citoyens. Certains se félicitent peut-être de la dérégulation – mais rien n'indique de façon statistiquement probante qu'ils renoncent eux-mêmes à leur week-end chômé. Les études réalisées par le WSI montrent que les deux tiers de ceux qui doivent effectuer ce travail "atypique" préféreraient le réduire, voire renoncer à

travailler le dimanche malgré le supplément de salaire qu'ils perçoivent. Selon une étude de l'Union européenne (UE) publiée récemment, le travail du dimanche fait grimper le taux d'absentéisme pour maladie, accroît la rotation du personnel et fait considérablement baisser la motivation dans l'entreprise. Hartmut Seifert, spécialiste de ces questions au WSI, résume clairement le dilemme auquel s'expose le salarié-consommateur : on refuse peut-être de travailler la nuit et le dimanche, "mais les services proposés à ces périodes sont très appréciés".

Le système du samedi et du dimanche ouverts produit une perception décalée du "temps social", que certains sociologues considèrent comme un réel danger, pour l'individu comme pour la collectivité. Seule la culture collective du week-end – par opposition au week-end radicalement individualisé – peut, selon Seifert, protéger les salariés contre la tendance des employeurs à vouloir qu'ils soient toujours à disposition. Seul le week-end collectif libère du "comportement de continuité permanente" – continuer à faire le ménage, à téléphoner, à vivre dans le stress. "Le fait que le travail s'arrête collectivement légitime le comportement social de l'individu, sa relation sociale au week-end." Si tout le monde le fait, c'est très bien de sortir voir ses amis au lieu de bosser. Les jours de récupération en semaine sont donc peu appréciés.

Un pays à la structure hebdomadaire nivelée, une société désynchronisée mettent à long terme l'engagement politique et social de ses citoyens en péril. Ce qui, pour être cynique, arrange parfaitement aussi bien ceux qui exploitent la force de travail de l'individu que ceux qui exploitent sa force de consommation. Car l'industrie des loisirs ne s'est pas fixé pour objectif l'éveil et l'émancipation de ses clients. Ces derniers ne sont pas censés se demander pourquoi ils doivent absolument acheter le tout nouveau écran plat ou la dernière PlayStation. Ni si c'est vraiment agréable de faire la queue avec huit cents personnes devant le grand-huit pendant leur précieux week-end. Ils doivent juste le faire. Et payer. Et ils le font. Et nous le faisons.

Le salarié qui a travaillé toute la semaine recherche des compensations le week-end – ironie du sort, avec des offres de loisirs qui ressemblent de plus en plus à sa journée de travail. Le panneau "24/7", l'impératif de la disponibilité permanente, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, promet de plus en plus de loisirs, qui ne procurent toutefois pas toujours de satisfaction – et reflète ainsi la culture de la continuité qui imprègne la vie économique.

Les Tropical Islands constituent le parfait exemple de loisirs vingt-quatre heures sur vingt-quatre [voir CI n° 747, du 24 février 2005]. Dans le Brandebourg, à environ une heure de Berlin, on propose aujourd'hui "des vacances avec l'illusion du soleil des tropiques", vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, trois cent soixante-cinq jours par an. Un million de visiteurs s'y pressent durant toute l'année. Apparemment, la solitude, la contemplation, la tranquillité, le ralentissement, le retour à la nature ne sont pas au programme de notre société. Il nous reste le choix entre le travail, toujours et partout, et les loisirs, emballés et étiquetés.

Susanne Gaschke

Dimanche menacé en France

Un amendement au projet de loi sur la consommation, voté le 20 décembre, autorise l'ouverture le dimanche "des établissements de commerce de détail d'ameublement". Ce texte controversé, y compris au sein de la majorité, est perçu comme une provocation par les syndicats, alors que le travail dominical est l'un des sujets que les partenaires sociaux devront examiner début 2008. Pour l'instant, le maire (ou le préfet à Paris) peut autoriser le travail des salariés du commerce de détail d'une branche cinq dimanches par an. Les salariés bénéficient alors d'un repos compensateur et du doublement de leur salaire. Le préfet peut aussi, à la demande du conseil municipal, accorder des dérogations temporaires et individuelles dans une zone touristique. Quant aux commerces qui n'emploient pas de salariés, ils font comme bon leur semble. Selon un sondage IFOP pour le *Journal du Dimanche*, 53 % des personnes interrogées ne voudraient pas travailler le dimanche. Sans doute préfèrent-elles faire leurs courses ce jour-là : 51 % des Français sont favorables à l'ouverture dominicale des magasins, affirme un sondage CSA pour *Le Parisien*.

Le repos sabbatique, c'est écolo

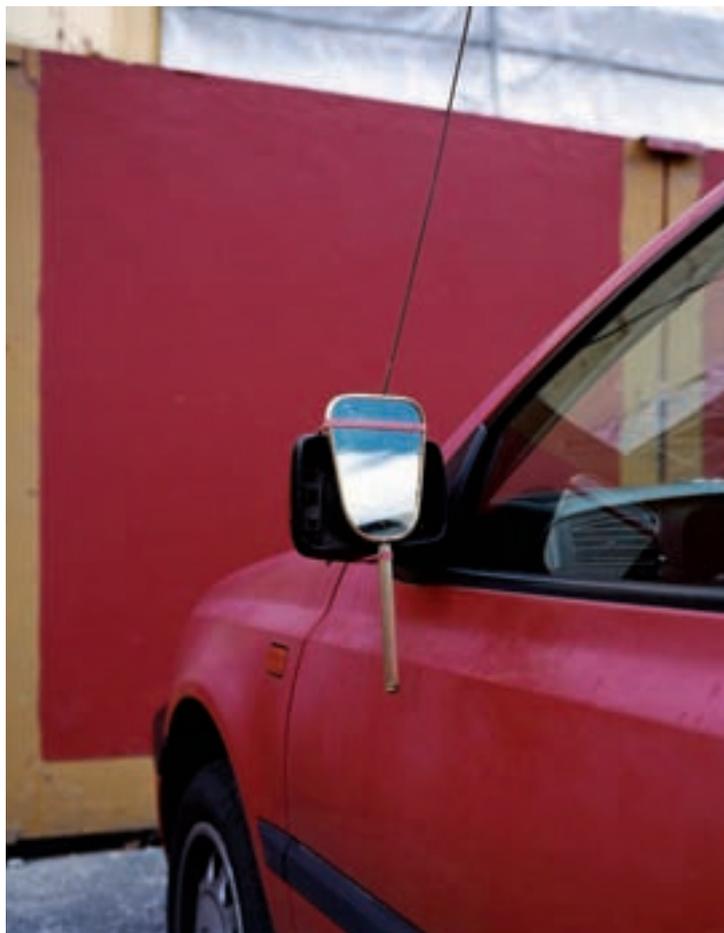
Si les juifs, les musulmans et les chrétiens cessaient toute activité un jour par semaine, ils pollueraient d'autant moins.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Boston

A l'heure actuelle, les dirigeants religieux se convertissent à l'écologie, mais ils ont négligé l'un des enseignements judéo-chrétiens qui permettrait pourtant de réduire la consommation d'énergie et la pollution de 14,2857 %. Ce chiffre correspond à un septième – comme le sabbat, ce jour de la semaine où toute activité s'arrête. Cette journée de repos – longtemps considérée comme un don de Dieu – est censée offrir un répit joyeux et libérateur dans le travail ou la consommation, deux activités basement matérielles qui, l'une comme l'autre, puisent dans les ressources de la planète.

Dès lors, remettre le sabbat à l'honneur serait aussi un bienfait pour l'air, la terre et l'eau, que nous consommons les six autres jours de la semaine. "Tu travailleras six jours, et tu feras tout ton ouvrage", avait dit Yahvé aux juifs sur le mont Sinaï. "Mais le septième jour est celui du repos du Seigneur, ton Dieu ; et tu ne feras aucun ouvrage ce jour." Les juifs ont interprété le quatrième commandement comme une injonction à ne pas travailler le dimanche, ou bien le samedi, car Dieu aurait créé le monde en six jours avant de se reposer. Alors, ils laissent la nature en repos durant toute une journée. Il est même interdit de faire du feu, si bien que beaucoup de juifs, le plus souvent orthodoxes, ne prennent pas le volant le jour du sabbat, car qui dit conduite dit combustion, et se débrouillent pour résider à proximité de leur synagogue. Toujours dans le même esprit,



Thomas Meyer/Ostkreuz

Yahvé demanda à son peuple de laisser ses terres en jachère durant l'année sabbatique.

Quant aux premiers chrétiens, pour le repos hebdomadaire, ils ont choisi le dimanche, jour où Jésus est ressuscité. Tout comme les juifs, certains chrétiens le considèrent comme un jour sacré et, traditionnellement, évitent toute activité qui puisse les détourner de sa nature divine, tels le travail, les affaires ou le shopping. Et, même si leur obligation première est d'assister à la messe, ils ont repris l'idée de repos et de joie qui est au cœur du sabbat.

Pour les musulmans, c'est le vendredi qui est saint. Cette "journée de rassemblement", la *juma*, n'est pas sanctifiée par le repos, car Dieu n'a pas besoin de se reposer. Dans le Coran, Allah s'adresse aux musulmans et leur demande d'effectuer leur prière du midi, mais ils peuvent ensuite retourner travailler. Le vendredi est toutefois un jour de repos dans de nombreux pays islamiques, et les musulmans considèrent que

la *juma* doit être réservée à la charité, à la famille et à des joies simples. Chacune de ces religions encourage donc ses fidèles à tout arrêter un jour par semaine. Beaucoup de non-croyants prennent aussi un repos hebdomadaire. Si nous réduisions tous nos activités, et donc notre consommation énergétique d'un septième, la pollution en serait réduite d'autant. Nous devrions éviter les loisirs très gourmands en énergie, ce qui signifierait peut-être se priver de longs trajets en voiture ou des marathons pour aller au cinéma. Et, même si certains services doivent rester assurés ce jour-là – médecine, police... –, ce serait extrêmement bénéfique pour l'environnement.

Les responsables religieux se sont ralliés à la lutte contre le réchauffement climatique, car ils veulent préserver la Création. Mais, dans leur souci d'encourager la baisse de la consommation et le recyclage, ils ont négligé le potentiel d'un arrêt de l'activité pendant toute une journée. L'Evangelical Climate Initiative (ECI), créée en 2006 par 86 leaders religieux, appelle à une action internationale, mais invite aussi directement les fidèles à vérifier que les pneus de leurs voitures soient bien gonflés, à marcher ou à faire du vélo. Pourquoi ne pas invoquer le sabbat et suggérer aux fidèles d'habiter près de leur église et de respecter le caractère sacré du dimanche en ne faisant pas les boutiques ou en ne travaillant pas ? Ils pourraient ainsi se passer totalement de leur voiture un jour par semaine.

Dans le cadre d'une opération nationale, aux Etats-Unis, des centaines de synagogues installent des ampoules à basse consommation. C'est un bon début, mais, selon la tradition, les juifs ne doivent pas allumer l'électricité le jour de sabbat, ce qui est encore plus écologique. De son côté, l'Eglise anglicane a lancé une campagne baptisée "Réduire l'empreinte écologique", qui préconise elle aussi le remplacement des ampoules traditionnelles et invite à éteindre les photocopieuses des locaux paroissiaux la nuit. Ce ne serait pas un bien grand effort, quand on sait qu'il y a cent ans, le dimanche, toutes les activités s'arrêtaient, tant sur les quais que dans les usines.

Le réchauffement climatique a rassemblé les grands monothéismes, malgré leurs nombreuses divergences. En septembre dernier, des dirigeants juifs, chrétiens, musulmans et d'autres religions venus de tous les pays se sont réunis une nouvelle fois à l'occasion d'un symposium sur l'environnement, organisé cette fois au Groenland, notamment pour évoquer la fonte des glaciers. Ensemble, ils pourraient œuvrer bien davantage pour la planète en faisant mieux respecter l'une des plus vieilles pratiques de leur tradition commune.

Christopher D. Ringwald*

* Journaliste et spécialiste des religions, il a publié en 2006 *A Day Apart : How Jews, Christians and Muslims Find Faith, Freedom and Joy on the sabbath* (Un jour à part : comment les juifs, les chrétiens et les musulmans trouvent la foi, la liberté et la joie le jour du sabbat), éd. Kindle Book.

A lire en français

Folle utopie pour les uns, alternative plausible pour les autres, en France l'idée de décroissance divise profondément économistes et philosophes, jusqu'à la gauche altermondialiste. Mais, au-delà des différentes écoles, ce concept aux frontières floues rassemble tous ceux qui contestent l'injonction de la croissance économique. Parmi les différents "pères" de la décroissance en France, on peut citer, entre autres, le sociologue et philosophe Jean Baudrillard, décédé en 2007 (*La Société de consommation*, 1970), le philosophe et écrivain André Gorz, pionnier de l'écologie politique et également décédé en 2007 (*Ecologie et politique*, 1975), ou encore l'économiste Serge Latouche (*Le Pari de la décroissance*, 2006).

► Sur l'actualité de la décroissance : www.decroissance.org

► *La Décroissance*, "mensuel des objecteurs de croissance", Les Casseurs de pub, <http://www.ladecroissance.net/>.

▼ Dessin de Frits Müller paru dans NRC Handelsblad, Rotterdam.



Une année sans achats

Le mouvement Compact, qui compte 8 000 membres de par le monde, se propose de freiner la course à la surabondance.

ADBUSTERS (extraits)

Vancouver

San Francisco, 1951. L'arôme de gâteaux tout juste sortis du four se répand dans le salon. Les maîtresses de maison du quartier passent de groupe en groupe, échantonnent des sourires en bavardant. On pourrait se croire dans n'importe quelle fête... Mais c'est une réunion Tupperware, et ces femmes sont là pour acheter.

En appliquant une couche de couleurs pastel sur les années grises de la dépression et de la guerre, des produits comme Tupperware ont inauguré une ère de prospérité, de renouvellement et de surabondance. Pour des millions de personnes, les biens de consommation tels que télévision ou Cadillac devinrent beaucoup plus que nécessaires : ils furent l'essence de la vie elle-même.

2005. Un groupe d'amis vivant dans la baie de San Francisco se réunit autour d'un dîner à la fortune du pot. Lassés de la course sans fin à la consommation, ils veulent pousser à l'extrême le concept de "buy nothing day" [journée sans achat] en passant une année entière sans rien acheter. S'inspirant du pacte signé par les colons du *Mayflower* à Plymouth Rock [en 1620], ils nomment leur groupe The Compact et s'engagent à limiter leurs courses aux denrées alimentaires, aux médicaments et aux produits d'hygiène de base, en achetant d'occasion lorsque c'est possible [ils recourent également au don et à l'échange]. Aujourd'hui, avec 8 000 membres et 55 branches dans le monde (dont l'Islande ou Singapour), Compact se retrouve à la pointe d'un mouvement de contestation de la culture de la consommation [la liste des blogs se trouve sur <<http://sfcompact.blogspot.com>>].

Les Compacters ne sont ni des extrémistes ni des révolutionnaires : des millions de personnes sur la planète vivent ainsi depuis des générations. Mais ils menacent et remettent en question tout ce que l'on avait fini par croire au sujet de "la belle vie" dans le monde industrialisé. Ce mouvement a entraîné des réactions passionnées, allant des applaudissements à l'indignation. Ses membres ont été traités de "fanfarons complaisants" qui "ruinent l'économie américaine". Une Compacter de Chilliwack, au Canada, raconte que, lorsqu'elle a adhéré au groupe, ses amis ont réagi comme si elle avait rejoint une secte satanique. Que vous l'aimiez ou que vous le haïssiez, Compact vous amène à vous interroger sur les véritables raisons de vos achats quotidiens.

Les motifs pour lesquels les gens rejoignent le mouvement Compact sont variés : certains cherchent à réduire leurs dépenses, d'autres leurs déchets, d'autres encore veulent échapper au matérialisme et opter pour des valeurs plus spirituelles. Cependant, tous s'accordent



Thomas Meyer/Ositrreiz

à dire qu'acheter n'est pas la solution à leurs problèmes : au contraire, cela pourrait bien être la cause de nombre d'entre eux.

"L'argent et les dettes semblent gouverner notre existence", note Rúna Björg Gartharsdóttir, membre de Compact en Islande. Elle a rejoint le mouvement pour briser ce qu'elle appelle le "cercle vicieux" de l'hyperconsommation : travailler trop pour dépenser plus ; la désintégration sociale due à cet excès de travail ; les conséquences du gaspillage sur l'environnement ; l'apparition de conflits pour contrôler les ressources destinées à répondre à la demande... Bref, une myriade de problèmes reliés entre eux par le désir apparemment inoffensif de s'offrir un iPod ou une collection de voitures de luxe.

Pour l'instant, la plupart des Compacters affirment que leur choix est strictement "personnel" et se défendent d'avoir un objectif politique. Mais ils continuent de susciter le mécontentement en tournant le dos à un idéal sacré, à la croyance partagée par des milliards d'individus que "plus" est mieux que "juste assez". Les marchands espèrent que le mouvement restera marginal. Mais, selon des enquêtes menées récemment par la sociologue Juliet Schor, 81 % des Américains estiment que leur pays est trop centré sur la consommation et près de 90 % pensent qu'il est trop matérialiste.

Quand on lui dit que son refus d'acheter pourrait ébranler l'économie de son pays, Rúna Björg Gartharsdóttir est assez fière. "Ça démontre à quel point les forces du marché influencent actuellement la nation, affirme-t-elle. Nous devrions contrôler nos propres vies et établir nos priorités nous-mêmes."

Jenny Uechi

► Dessin de Nick Downes, Etats-Unis.

Quand ma ville se passera du pétrole

Demandez aux gens ce qu'ils feront quand le pétrole se fera rare et cher : ils détournent les yeux – ou vous fixent comme si vous étiez cinglé – ou bien sont persuadés que le gouvernement trouvera la solution.

D'autres personnes n'ont pas attendu et savent déjà ce qu'elles comptent faire – pas seulement en cas de pic pétrolier, mais aussi face aux défis posés par le changement climatique. Kinsale, une ville [de 7 000 habitants] à l'ouest de Cork, en Irlande, a mis au point il y a quelques années un projet largement salué. Ce Plan d'action pour la descente énergétique, formulé par les étudiants en permaculture* de l'Ecole d'enseignement professionnel de Kinsale et par Rob Hopkins, leur professeur, est devenu un modèle pour les communautés cherchant à se protéger des effets du changement climatique.

Le plan de Kinsale, soutenu par la municipalité, repose sur une stratégie à quinze ans pour répondre aux futurs problèmes d'approvisionnement en nourriture, énergie, intrants agricoles, matériaux de construction, et en tout ce qui était produit jadis localement mais ne l'est plus. D'ici à 2021, il devrait permettre à la ville d'avoir une économie dynamique et autosuffisante et d'avoir réduit de façon spectaculaire sa dépendance vis-à-vis des énergies fossiles. Cette volonté de s'affranchir du pétrole a inspiré le concept de "ville en transition", dont Kinsale est le premier exemple au monde.

Rob Hopkins, l'un de ses principaux promoteurs, s'est depuis installé à Totnes, dans le Devon [en Angleterre], qui est également devenu une ville en transition. Cette communauté s'est récemment dotée d'une monnaie parallèle, la livre de Totnes. Ces monnaies (qui sont parfois des unités de temps, et non des unités monétaires) ont une valeur au sein de l'économie locale et profitent aux travailleurs et aux petites entreprises du cru. Aujourd'hui, vingt et une villes dans le monde se sont officiellement déclarées en transition (essentiellement au Royaume-Uni), et plus d'une centaine d'autres songent sérieusement à sauter le pas (<www.transitiontown.org>).

Jane Power,
The Irish Times, Dublin

* La culture de la permanence regroupe des principes et des pratiques visant à créer une production agricole soutenable, économe en énergie et respectueuse des êtres vivants.



Cartoonists & Writers Syndicate

L'anticonsommation a son prophète

Déguisé en pasteur, l'acteur américain Bill Talen exhorte ses concitoyens à résister à la frénésie des achats. Avec un succès limité.

THE WASHINGTON POST (extraits)
Washington



AFP/SIPA

A cette époque de l'année, le révérend Billy, de la Church of Stop Shopping [Eglise de l'anticonsommation], n'a pas la tâche facile. En ce Black Friday, le vendredi qui suit Thanksgiving et donne

le coup d'envoi des achats de Noël – que le révérend Billy appelle la Journée sans achats –, il hurle son message dans un mégaphone, dès 6 heures du matin, devant les grands magasins Macy's, dans Midtown Manhattan. "Arrêtez d'acheter !" exhorte-t-il. Sa voix résonne dans les rues sombres qui grouillent de silhouettes emmitouffées dans d'épais manteaux, les bras chargés de sacs. Certains s'arrêtent pour le dévisager. Et poursuivent leur chemin dans la bousculade.

Le révérend Billy, alias Bill Talen, n'est pas un ministre du culte, ni même un chrétien pratiquant, mais un acteur. Il n'empêche, c'est un vrai croyant, qui espère prévenir l'"Achapocalypse" et sauver notre âme, notre portefeuille, notre société et la planète. En tant que comédien et militant, il prêche contre la frénésie de consommation depuis 1997, quand il a commencé à porter la bonne parole devant le magasin Disney de Manhattan. Avec ses ouailles, il a exorcisé des caisses enregistreuses



Thomas Meyer/Ostkreuz

et conduit diverses interventions dans les magasins. Il a été arrêté des dizaines de fois. Il a été interdit de séjour dans tous les cafés Starbucks du monde en 2003 et sur les sites Disney en 2005. Morgan Spurlock, le réalisateur de *Super Size Me*, a produit *What Would Jesus Buy* [Ce que Jésus achèterait], un "docu-comédie" sur l'évangile selon Talen, actuellement diffusé dans quelques salles aux Etats-Unis. Dans ce pays marqué par une forte tradition de ministres du culte autoproclamés, Talen – coiffure blonde gonflante, col de prêtre sous un costume blanc, voix grondante et vibrante – incarne, à mi-chemin entre parodie et gravité, un bonimenteur diseur de vérité.

Il fait également partie d'un mouvement opposé à la culture de la consommation. On

y trouve notamment le Freecycle Network, un magasin géant de troc sur Internet où tout est gratuit (<www.freecycle.org>) ; les Freegans, qui tentent de vivre uniquement des aliments qu'ils trouvent dans les poubelles ; ou encore No Impact Man, un habitant de Manhattan qui a survécu une année entière sans voiture ni électricité – et quasiment sans produits de grande consommation –, tout en relatant son expérience sur son blog <www.noimpactman.typepad.com>.

Tout a commencé pour Talen lorsqu'il s'est installé à New York, dans les années 1990 : il a découvert une ville éclectique, inventive, nerveuse, qui se faisait envahir par les chaînes de magasins. Les seules voix qui s'élevaient pour protester étant celles des prédicateurs de rue, il décida de les rejoindre. Il a regardé les acteurs et les imitateurs d'Elvis sur les chaînes de télévision câblées, lu les écrits de militants citoyens comme Jane Jacobs [1916-2006, grande critique de l'urbanisme contemporain], écouté des sermons pentecôtistes et baptistes. Un pasteur lui a fait faire des exercices vocaux. Au fil des mois, explique-t-il, il a élaboré son message et acquis "ce genre d'aptitude à faire voguer une voyelle dans l'air : ce n'est pas vraiment chanter, ni simplement parler". Depuis, il sillonne le pays, en compagnie de sa chorale Stop Shopping, montant des baraques de fortune où chacun peut venir confesser ses péchés d'achat, faire baptiser son bébé pour le protéger de la société de consommation, se marier et même célébrer des funérailles. "On en est arrivé au point où, pour avoir vécu, il faut acheter quelque chose", explique-t-il.

Dans les milieux chrétiens, les réactions sont mitigées. "Oui, c'est un peu condescendant", commente Brett McCracken, dans la revue *Christianity Today*. "Et cela déprécie le christianisme." Mais le discours du révérend Billy consiste justement à dire que "notre matérialisme l'a déjà rabaissée". Le spécialiste de la Bible Walter Brueggemann estime de son côté, dans le numéro de décembre du magazine *Sojourners*, que le révérend Billy "s'inscrit dans la continuité des anciens prophètes d'Israël et des grandes figures prophétiques de l'histoire des Etats-Unis, qui n'ont cessé d'appeler notre société à renouer avec la passion fondamentale de l'homme pour la justice et la compassion". Ces commentaires flatteurs n'ont pas été d'un grand secours pour le révérend en ce jour saint pour son Eglise, la Journée sans achats. Il a beau prier et prêcher à en perdre la voix, depuis le lever du jour, il n'a pas fait un seul converti. "Ça se bouscule, ça se bouscule", maugrée-t-il. Alors que sa chorale défile sur Broadway, les passants dansent au rythme de la musique, proclament que le révérend Billy est un homme de Dieu et s'accordent avec lui sur les ravages de l'hyperconsommation. "Ce qu'il dit est vrai !" convient Abraham Riera, un dentiste de 38 ans venu du Honduras en touriste. "Mais nous aimons acheter", ajoute-t-il avant de s'engouffrer dans le magasin de jouets Toys 'R' Us.

Robin Shulman

▼ Dessin de Tiounine paru dans *Kommersant*, Moscou.

Mariez-vous, mais sans gaspi

Pas de limousine ni de demoiselles d'honneur en robe de satin. Pas même un bouquet. Et aucun cadeau. Pour leur mariage, au printemps dernier, Marie-Eve Plamondon et Jean-Frédéric Gagne ont organisé une fête qui leur ressemblait : plutôt écolo. Et, d'après *The Gazette*, ce couple n'est pas une exception à Montréal. De plus en plus de jeunes considèrent les noces traditionnelles comme un gâchis inutile.

Le couple de Montréalais n'a invité qu'une vingtaine de personnes, dont il a organisé le covoiturage jusqu'au chalet qu'il avait loué en Gaspésie. Le dîner, donné à l'auberge voisine, était préparé avec des produits bio d'origine locale, dont du caribou. "Nous n'aimons pas la surconsommation, explique Marie-Eve Plamondon. Dans ma famille, il y a beaucoup de grands mariages. Mais être au milieu de la nature avec ceux que nous aimons, c'est davantage notre style."



Seule une bonne récession nous sauverait

Dans les pays riches, la croissance est un sédatif politique qui étouffe toute contestation, explique le chroniqueur écolo George Monbiot.

THE GUARDIAN (extraits)

Londres

Si vous êtes sensible, je vous conseille de tourner la page. Je m'apprête à briser le dernier tabou universel ; j'espère que la récession prédite par certains économistes se matérialisera. Je reconnais que la récession est quelque chose de douloureux. Comme tout le monde, je suis conscient qu'elle ferait perdre à certains leurs emplois et leurs logements. Je ne nie pas ces conséquences ni les souffrances qu'elles infligent, mais je rétorquerai qu'elles sont le produit parfaitement évitable d'une économie conçue pour maximiser la croissance, et non le bien-être. Ce dont j'aimerais vous faire prendre conscience est bien moins souvent évoqué : c'est que, au-delà d'un certain point, la souffrance est également le fruit de la croissance économique.

Le changement climatique ne provoque pas seulement un déclin du bien-être : passé une certaine limite, il le fait disparaître. En d'autres termes, il menace la vie de centaines de millions de personnes. Quels que soient leurs efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les gouvernements se heurtent à la croissance économique. Si la consommation d'énergie s'accroît moins vite à mesure qu'une économie arrive à maturité, aucun pays n'a encore réussi à la réduire tout en augmentant son produit intérieur brut. Au Royaume-Uni, les émissions de dioxyde de carbone sont plus élevées qu'en 1997, en raison notamment des soixante trimestres de croissance consécutifs dont ne cesse de se vanter [le Premier ministre] Gordon Brown. Une récession dans les pays riches représenterait sans doute le seul espoir de gagner du temps afin d'empêcher le changement climatique de devenir incontrôlable.

L'énorme amélioration du bien-être des humains dans tous les domaines – logement, nutrition, hygiène, médecine – depuis deux cents ans a été rendue possible par la croissance économique, ainsi que par l'éducation, la consommation, l'innovation et le pouvoir politique qu'elle a permis. Mais jusqu'où doit-elle aller ? Autrement dit, à quel moment les gouvernements décident-ils que les coûts marginaux de la croissance dépassent les bénéfices marginaux ? La plupart n'ont pas de réponse à cette question. La croissance doit se poursuivre, pour le meilleur et pour le pire. Il me semble que, dans les pays riches, nous avons d'ores et déjà atteint le point où il faut logiquement s'arrêter.

Je vis actuellement dans l'un des endroits les plus pauvres du Royaume-Uni. Ici, les adolescents dépensent beaucoup d'argent chez le coiffeur, ils s'habillent à la dernière mode et sont équipés d'un téléphone portable. La plupart de ceux qui sont en âge de conduire possèdent une voiture, qu'ils utilisent tout le temps



Thomas Meyer/Ostkreuz

■ ▲ **Nos photos**
La série des "objets provisoires" est due au photographe berlinois Thomas Meyer.

et bousillent en quelques semaines. Leur budget essence doit être astronomique. Ils sont libérés de la terrible pauvreté dont ont souffert leurs grands-parents ; nous devrions nous en féliciter et ne jamais l'oublier. Mais, à une exception majeure – le logement, dont le prix est surévalué –, qui osera prétendre qu'il est impossible de satisfaire les besoins fondamentaux de tous dans les pays riches ?

Les gouvernements adorent la croissance parce qu'elle les dispense de s'attaquer aux inégalités. Comme Henry Wallich, un ancien gouverneur de la Réserve fédérale américaine [de 1974 à 1986], l'a un jour fait remarquer en défendant le modèle économique actuel, *"la croissance est un substitut à l'égalité des revenus. Tant qu'il y a de la croissance, il y a de l'espoir, et cela rend tolérables les grands écarts de revenus."* La croissance est un sédatif politique qui étouffe la contestation, permet aux gouvernements

d'éviter l'affrontement avec les riches, empêche de bâtir une économie juste et durable. La croissance a permis la stratification sociale que même le *Daily Mail* [quotidien conservateur] déplore aujourd'hui.

Existe-t-il quelque chose que l'on pourrait raisonnablement définir comme relevant du bien-être et que les riches n'ont pas encore ? Il y a trois mois, le *Financial Times* a publié un article sur la façon dont les grands magasins s'efforcent de satisfaire *"le client qui est vraiment arrivé"*. Mais son sujet implicite est que personne n'"arrive", car la destination ne cesse de changer. Le problème, explique un cadre de Chanel, est que le luxe s'est *"surdémocratisé"*. Les riches doivent donc dépenser de plus en plus pour sortir du lot : aux Etats-Unis, le marché des biens et services destinés à les y aider pèse près de 1 000 milliards d'euros par an. Si vous voulez être certain que l'on ne peut vous confondre avec un être inférior, vous pouvez désormais acheter des casseroles en or et diamants chez Harrod's.

Sans aucune ironie délibérée, l'article était accompagné de la photo d'un cercueil. Il s'agit d'une réplique de celui de lord Nelson, fabriquée avec du bois provenant du bateau sur lequel il est mort, que l'on peut s'offrir pour un prix faramineux dans la nouvelle section du grand magasin Selfridges dédiée à l'hyperluxe. Sacrifier sa santé et son bonheur pour pouvoir se payer cette horreur témoigne certainement d'un trouble mental grave.

N'est-il pas temps de reconnaître que nous avons touché la Terre promise et que nous devrions chercher à y rester ? Pourquoi voudrions-nous la quitter pour explorer un désert souillé par une frénésie de consommation suivie d'un effondrement écologique ? Pour les gouvernements du monde riche, la politique raisonnable à mener désormais n'est-elle pas de maintenir des taux de croissance aussi proches de zéro que possible ? Mais, parce que le discours politique est contrôlé par des gens pour qui l'accumulation d'argent est la principale finalité, une telle politique semble impossible. Aussi désagréable qu'elle soit, il est difficile d'imaginer ce qui, à part une récession accidentelle, pourrait empêcher la croissance économique de nous expulser du pays de Canaan pour nous expédier dans le désert.

George Monbiot

Une maison 100 % recyclée

Ils font les poubelles depuis des années, et ils en sont fiers. Cela fait sept ans que Fiona Duthie, fabricante de feutre, et Graham McGuffin, menuisier, rénovent leur maison, une ancienne ferme située dans la région de Prescott, presque exclusivement avec des matériaux de récupération, raconte le quotidien canadien *The Ottawa Citizen*. *"Ce n'est pas qu'une question de responsabilité environnementale, explique Fiona Duthie. Créer quelque chose ayant du caractère à partir de trucs qui allaient finir à la décharge procure un sentiment d'accomplissement."*

Pour l'instant, le couple n'a dépensé que 12 000 dollars canadiens (8 200 euros) pour acheter ce qui lui manquait au dépôt ReStore, à Ottawa. Ce magasin à but non lucratif brade les matériaux (des fins de série, par exemple) que lui donnent diverses enseignes spécialisées. Le but : réduire le gaspillage et aider les foyers modestes. Le produit de la vente finance les programmes d'Habitat pour l'humanité, qui en partenariat avec des familles démunies, construit des logements décents à des prix modérés.